

ALLOCATION DE M. ETIENNE DAVIGNON,

MEMBRE DE LA COMMISSION EUROPEENNE

CHARGE DES AFFAIRES INDUSTRIELLES

25EME ANNIVERSAIRE DU COMITE CONSULTATIF DE LA CECA
LUXEMBOURG, LE 26 JANVIER 1978

25ème anniversaire du
Comité Consultatif
de la CECA

Luxembourg, le 26 janvier 1978

Monseigneur,
Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Pour académique que soit son objet, la circonstance qui réunit autour de son Altesse Royale, le Grand-Duc, tant de personnalités éminentes venues de tous les horizons politiques, économiques et sociaux de la Communauté, se prête cependant très peu à des propos académiques.

Les difficultés que traversent en ce moment le charbon et l'acier m'interdisent en effet devant des hommes et des femmes qui assument des responsabilités importantes dans l'action gouvernementale, industrielle et syndicale, de négliger cette occasion d'affirmer la conviction profonde de la Commission européenne que l'Europe aujourd'hui peut apporter et apporte déjà une contribution concrète et effective à la solution de nos problèmes.

Voici bientôt 20 ans, la CECA, à peine implantée, d'une autorité encore fragile, plus forte de sa volonté et de ses espoirs que de son expérience et de ses réalisations, se trouvait confrontée à une crise charbonnière d'une immense gravité. D'avoir relevé le défi avec lucidité, résolution et efficacité, a donné à la CECA une assise politique qui a consolidé l'image de l'Europe, au moment même où, à Bruxelles, la CEE faisait ses premiers pas.

Toute épreuve est pour une institution jeune, comme pour un être humain, un risque ou une chance. En passant avec succès au banc d'épreuve de la crise charbonnière, la CECA a justifié son utilité, et partant sa légitimité. Dans cette aventure qui représenta pour des régions entières

et pour des centaines de milliers de travailleurs et leurs familles un bouleversement considérable, l'impulsion vint sans aucun doute de la Haute Autorité qui mérita bien par là une appellation qui, au départ, avait tellement déconcerté. Mais la réussite n'a été possible qu'en raison du soutien que l'exécutif communautaire a pu trouver dans le Comité Consultatif.

Aujourd'hui, sur le front de l'acier où les difficultés ne sont pas moins grandes et se compliquent du fait du contexte général de crise, la Commission européenne éprouve chaque jour la valeur de ce dialogue étroit qui s'est noué depuis l'automne 1976 avec les syndicalistes, les sidérurgistes et les utilisateurs autour de ce dossier important. Ce dialogue apporte d'abord au Commissaire un élément d'information directe qui complète d'une manière irremplaçable les analyses plus abstraites et plus générales dont il dispose. Mais surtout la confrontation des points de vue orientés d'emblée vers la recherche d'un consensus pour l'action à conduire ensemble, fournit un point d'appui irremplaçable pour la politique.

La base de cette politique est la conviction partagée que l'Europe a besoin aujourd'hui comme hier et tout autant à l'avenir d'un secteur charbonnier et d'un secteur sidérurgique puissant et moderne.

Au plan de l'acier, l'objectif de notre politique est de rendre à l'industrie communautaire d'une part la dimension correspondant à son marché interne et à ses possibilités d'exportation et d'autre part la compétitivité pour y réussir et assurer ainsi l'emploi des travailleurs de la sidérurgie et l'approvisionnement efficace des industries transformatrices. Pour y atteindre l'Europe mobilise en ce moment tous ses moyens et leur déploiement coordonné apparaît à tous les observateurs véritablement considérable.

Joue d'abord au plan extérieur la dimension de première puissance commerciale du monde qu'est la Communauté. En ce moment même, se poursuivent à Bruxelles, à Tokyo, à Washington, des discussions serrées

avec une vingtaine de pays pour aboutir, à partir des premiers jours de février, à des arrangements bilatéraux donnant au marché communautaire de l'acier le répit dont il a besoin pour procéder à sa restructuration. C'est parce que l'Europe dispose d'une force commerciale importante qu'elle est en mesure de faire partager par ses partenaires le fardeau de la crise et des réajustements que sa solution va imposer. Moins forte, mais sûre d'elle même, l'Europe aurait été acculée soit à l'inaction, soit à des mesures unilatérales, c'est-à-dire à deux formes d'impuissance qui auraient signifié à terme une amputation inutile de son patrimoine sidérurgique.

Car sans action extérieure, le redressement du marché qu'ensemble, préférant le consensus et la solidarité à la contrainte, nous recherchons à travers une action sur les prix et les quantités, se serait avéré inutile et impossible.

Et sans redressement du marché, toute restructuration de la sidérurgie aurait été condamnée en raison à la fois du reclouonnement des marchés nationaux qui n'aurait pas manqué de se produire et de l'impossibilité pour les pouvoirs publics de compenser par des aides, l'insuffisance de ressources engendrées par le marché.

Certes, la bataille de l'acier est loin d'être gagnée et les indications encourageantes qui nous parviennent en ce moment du marché ne doivent pas nous dissimuler que le plus difficile reste à faire. Car, il n'y a pas de perspective de redressement de la demande d'acier dans un avenir prévisible, qui pourrait fonder l'espoir d'un retour à l'équilibre financier des entreprises par le seul jeu du marché. Une action structurelle s'impose. Elle doit être menée avec le souci de l'unité du marché et de la solidarité entre les entreprises et les régions. Chaque entreprise et chaque bassin sidérurgique devra consentir sa part de sacrifice mais devra, en contrepartie, être assuré de sa part de gain et de son avenir.

Là, aussi, l'Europe apporte une contribution décisive par les ressources importantes qu'elle réussit à mettre à la disposition des entreprises pour leur modernisation et des régions pour leur reconversion.

La reconversion, voilà bien le véritable challenge de la politique sidérurgique. Pourtant ce n'est pas là un défi impossible. Les mutations d'activités imposées par la rationalisation de l'outil sidérurgique se feront progressivement. A nous, Communauté, Gouvernement, industriels et syndicats à promouvoir parallèlement dans ces régions les initiatives industrielles nécessaires.

Là, encore, l'Europe a une mission à remplir et elle ne peut s'y dérober car il existe aujourd'hui des clés à l'issue de la crise. Il existe des besoins et des possibilités de développement. Il existe des idées, des projets et des volontés.

La tâche qui nous incombe, c'est de créer rapidement des structures qui permettront à toutes ces potentialités de développement de s'actualiser en réalisations concrètes. Les gouvernements isolés sont impuissants à actionner les leviers de la reprise. La Communauté peut y arriver si elle atteint à l'unité d'action politique et à la cohésion sociale qui sont les conditions du succès. En réaffirmant la nécessité de l'Union économique et monétaire et en mettant au point un plan de cinq ans, réaliste et concret, pour y atteindre, la Commission a montré qu'il y avait une alternative européenne crédible à la crise. Mais pour que la chance soit donnée à l'Europe de faire la démonstration de sa nécessité et de son caractère irremplaçable, il faut d'abord qu'elle réussisse là où les moyens et les pouvoirs lui sont attribués.

J'ai indiqué ce qu'il en était dans le secteur sidérurgique. Je voudrais, maintenant, et très brièvement, évoquer les perspectives du secteur charbonnier.

Le charbon est aujourd'hui cause de souci pour la Communauté. Il n'en a pas toujours été ainsi, et il n'en sera certainement pas toujours ainsi.

Depuis la crise pétrolière de 1973-74, nous avons soudainement réalisé à quel point la Communauté est vulnérable dans le domaine de l'énergie. Notre position à l'égard de l'industrie charbonnière s'en est ressentie. Sous l'influence des nouvelles conditions d'approvisionnement, et suite aux propositions de la Commission, le Conseil a arrêté en 1974-75 d'importantes positions de principe visant à maintenir la capacité de production de l'industrie houillère de la Communauté.

Cependant, la situation économique mondiale s'est modifiée depuis la survenance de la crise pétrolière. Les conditions de croissance se sont rapidement détériorées et l'industrie houillère de la Communauté a subi de plein fouet l'impact de la récession économique. Le renforcement des aides nationales n'a pu en effacer toutes les traces. Parce que la croissance restait en deça des prévisions, la demande d'énergie demeurait inférieure à ce que l'on pouvait attendre. Nous nous trouvons aujourd'hui dans cette situation paradoxale que la quasi-certitude de devoir affronter prochainement une pénurie d'énergie va de pair avec une pléthore provisoire. Si ce dernier phénomène doit être de courte durée, il n'en est pas moins une source de difficultés pour la réalisation des objectifs énergétiques arrêtés pour 1985, notamment pour le charbon.

La Commission a présenté voici un an plusieurs propositions : jusqu'ici, seules ont été approuvées par le Conseil celles qui concernaient le charbon à coke et la surveillance des importations de pays tiers. Deux autres projets n'ont pas encore été menés à bien par le Conseil : ils portent sur l'aide à l'utilisation du charbon dans les centrales électriques et le financement des aides au stockage.

Ce serait pour la Communauté faire preuve de légèreté et de myopie que de négliger une source d'approvisionnement qui lui offre sécurité et

indépendance à long terme. La baisse actuelle de la demande est également le résultat d'une structure de l'écoulement à laquelle il ne faut pas nous résigner. Nous devons élargir les possibilités d'utilisation et donc d'écoulement du charbon. Pour cela, nous devons recourir encore davantage à la recherche charbonnière. Depuis 1973, la Communauté a développé ses efforts dans ce domaine pour encourager la valorisation du charbon et la carbochimie. Pour l'ensemble des recherches, les dépenses budgétaires atteignent depuis 1973 17 millions UCE par an, soit le triple des montants alloués avant la crise de l'énergie.

Nous avons besoin du charbon et nous voulons l'aider. Un des soucis de la Commission est que les difficultés actuelles d'écoulement ne puissent amener certaines entreprises charbonnières à prendre des décisions dommageables pour la situation de l'emploi et la sécurité d'approvisionnement à long terme. Nous assumerons nos responsabilités. Nous demanderons au Conseil, avec toute l'insistance désirable, que soient approuvés des projets - anciens ou nouveaux - susceptibles d'assurer à la production les débouchés nécessaires.

Monseigneur,

Monsieur le Premier Ministre,

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Si cette ville de Luxembourg qui fut le creuset dans lequel le vieux rêve de l'unité européenne s'est enfin transformé en réalité vivante, nous offre le meilleur point de vue pour apercevoir et retracer le chemin parcouru depuis 1953, elle est aussi une tribune privilégiée pour réfléchir aux échéances de demain.

Les échéances les plus importantes se situent sans conteste au double plan de l'approfondissement communautaire à travers l'union économique et monétaire et de l'élargissement vers les pays candidats à l'adhésion.

Mais la plus urgente me paraît être la réponse que l'Europe va apporter à la crise. Car si elle devait prolonger le spectacle de ses velléités et de son impuissance, elle perdrait la base politique dont elle a besoin pour bâtir son approfondissement et son élargissement.

La dispersion des forces, explicable par une myopie des pouvoirs politiques nationaux plus attentifs à leurs divergences d'intérêt limités et à court terme, plutôt qu'à leur communauté profonde de destins, tient en échec une Communauté qui nous demande, qui agit et qui peut le faire utilement. Il faut amener les gouvernements à s'engager plus concrètement et plus directement dans l'action communautaire sur tous les plans où elle s'impose par sa plus grande efficacité. Le report en 1979 de l'élection du Parlement Européen au suffrage universel nous donne un répit supplémentaire pour ranimer l'opinion européenne. C'est à nous, tous ensemble, à l'arracher de son désabusement, à vaincre son scepticisme et à réveiller, surtout chez les jeunes, les espérances et les enthousiasmes nécessaires qui donneront à l'Europe des citoyens. Le sursaut indispensable pour venir à bout des pesanteurs bureaucratiques et nationalistes qui gênent notre marche en avant.